

**Soirée-Débat  
"Les Invités"**

*organisée grâce aux parrains  
de l'École de Paris :*

Accenture  
Air Liquide\*  
Algoé\*\*  
ANRT  
AtoFina  
Caisse des Dépôts et Consignations  
Caisse Nationale des Caisses  
d'Épargne et de Prévoyance  
CEA  
Centre de Recherche en gestion  
de l'École polytechnique  
Chambre de Commerce  
et d'Industrie de Paris  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
de Reims et d'Épernay\*\*\*  
CNRS  
Conseil Supérieur de l'Ordre  
des Experts Comptables  
Danone  
Deloitte & Touche  
DiGITIP  
École des mines de Paris  
EDF & GDF  
Entreprise et Personnel  
Fondation Charles Léopold Mayer  
pour le Progrès de l'Homme  
FVA Management  
IBM  
IDRH  
IdVectoR\*  
Lafarge  
PSA Peugeot Citroën  
Reims Management School  
Renault  
Royal Canin  
Saint-Gobain  
SNCF  
THALES  
TotalFinaElf  
Usinor

\*pour le séminaire  
Ressources Technologiques et Innovation  
\*\*pour le séminaire Vie des Affaires  
\*\*\*pour le séminaire  
Entrepreneurs, Villes et Territoires

(liste au 1<sup>er</sup> juin 2002)

**QU'EST-CE QUE LA RICHESSE ?  
LES MIRAGES DU PIB**

par

**Patrick VIVERET**

Conseiller référendaire à la Cour des comptes

commentaires de

**Pierre-Noël GIRAUD**

**Claude RIVELINE**

Professeur d'économie

Professeur de gestion

à l'École des mines de Paris

Débat animé par

**Michel BERRY**

École de Paris du management

Séance du 25 mars 2002

Compte rendu rédigé par Elisabeth Bourguinat

**En bref**

Constatant que la vie associative et, plus largement, l'économie sociale et solidaire, voient leur contribution à la richesse nationale systématiquement sous-estimée, voire ignorée par les indicateurs dominants comme le PIB, Guy Hascoët, secrétaire d'État à l'économie solidaire, a confié à Patrick Viveret une mission sur les nouveaux facteurs de richesse, dont il vient de publier le rapport. Mais comment espérer changer notre représentation de la richesse, qui est admise et intériorisée même par les plus ardents opposants à la pensée unique ? Une telle transformation peut-elle passer par de simples réformes, ou doit-elle prendre des formes plus radicales ? Et comment concevoir et surtout utiliser de nouveaux indicateurs qui, en prenant en compte des données quantitatives mais aussi qualitatives, conduisent nécessairement à additionner des choux et des carottes ?

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse  
des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.  
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

## **EXPOSÉ de Patrick VIVERET**

C'est à l'occasion de la préparation des célébrations du centenaire de la loi de 1901 sur les associations, à laquelle j'ai été brièvement associé, que j'ai proposé d'ouvrir un débat, déjà lancé depuis une dizaine d'années dans la société civile, sur la représentation de la richesse et sur son calcul. Les associations sont en effet les premières victimes de cette représentation, selon ce que j'ai appelé «le paradoxe de l'Erika» : du point de vue du calcul du PIB, l'action des bénévoles qui ont dépollué les plages couvertes de mazout est au mieux invisible, puisqu'elle n'a donné lieu à aucune transaction monétaire, et au pire négative, puisqu'on peut supposer que si les bénévoles n'étaient pas intervenus, il aurait fallu recourir à des sociétés privées qui auraient été payées pour ce travail, transaction qui aurait été prise en compte dans le calcul du PIB.

Cette proposition n'a pas trouvé d'écho dans le cadre d'une célébration qui était manifestement tournée beaucoup plus vers le passé que vers le présent ou l'avenir. Je me suis ensuite adressé aux services du Premier ministre, qui ont convenu qu'il s'agissait d'un sujet majeur mais de long terme, et qu'il y avait des questions beaucoup plus urgentes à résoudre. On m'a alors renvoyé vers le tout nouveau secrétariat à l'Économie solidaire, qui, estimant que cette question n'était pas sans rapport avec son objet, a bien voulu me confier cette mission. Les moyens modestes qui m'ont été attribués reflétaient bien le caractère non prioritaire de ma mission, et des fonctionnaires de l'INSEE m'avaient prévenu, à titre amical, que le tiroir destiné à accueillir mon rapport était déjà ouvert.

C'est dans ce contexte peu encourageant que j'ai commencé à travailler, ce qui m'a obligé à me fixer des objectifs très ambitieux, car c'était la seule façon d'espérer attirer l'attention sur un rapport dont le sort semblait fixé d'avance.

### **Stratégie de contournement**

Heureusement, j'avais déjà vécu une première expérience de ce type avec un rapport consacré à l'évaluation des politiques publiques, qui avait pourtant démarré sous de bien meilleurs auspices, puisqu'il était commandé par le Premier ministre, à l'époque Michel Rocard. Au bout de quinze jours, ayant contre moi l'ensemble des grands corps de l'État ainsi que le ministère du Budget, j'avais compris que la seule façon de faire avancer le dossier serait d'adopter une stratégie de contournement en m'appuyant sur la société civile.

C'était d'ailleurs la seule méthode efficace pour aborder les vraies questions et approfondir la réflexion, car lors des réunions interministérielles, on n'évoque jamais le sujet proprement dit : toutes les énergies sont mobilisées par le fait de savoir si le dossier abordé va contribuer à renforcer ou au contraire à fragiliser le ministère dont chacun dépend.

Mais le succès de cette méthode paraissait tellement improbable qu'aucun des grands corps et des grands ministères n'y avait cru, ce qui avait donné à notre petite équipe un avantage considérable.

En abordant cette nouvelle recherche sur la représentation et le calcul de la richesse, je savais qu'il faudrait à nouveau que je m'appuie sur la société civile pour faire avancer ce dossier.

### **Un enjeu démocratique**

Sur le fond, mon objectif n'était pas d'entrer dans un débat technique avec les spécialistes de la comptabilité nationale, mais de dénoncer l'usage qui est fait du PIB comme indicateur de richesse, et même comme indicateur sociétal et culturel. Quand les journalistes citent un sondage, ils donnent souvent des précisions sur l'échantillon et sur les conditions de validité de l'enquête ; mais quand on cite le PIB, on ne rappelle généralement pas qu'il s'agit d'un indicateur technique, qui a été construit dans un contexte historique donné, avec une méthodologie particulière, et qui a

entre autres pour l'inconvénient de comptabiliser de façon positive des événements que le commun des mortels interpréterait plutôt comme des destructions de biens.

L'une de mes surprises dans la réalisation de cette étude a d'ailleurs été de constater que même dans les milieux alternatifs, considérés comme très critiques par rapport à la pensée unique, la représentation commune de la richesse n'était pas vraiment remise en cause. Il semblait aller de soi que la richesse s'exprimait à travers le PIB, la seule question intéressante étant de savoir comment la répartir ou la redistribuer. En engageant cette étude, mon objectif était de sortir ce débat du seul cadre technique du fonctionnement de l'État, et de montrer qu'il s'agissait, beaucoup plus largement, d'un débat de société, avec un enjeu démocratique.

### **Reconstitution historique**

Pour poser les termes de ce débat, la première chose à faire était de reconstituer l'histoire des choix de société qui ont conduit à la hiérarchisation actuelle des richesses et des valeurs, et à l'élaboration des systèmes de quantification que nous connaissons. C'est pourquoi j'ai adopté d'emblée une approche à la fois philosophique et historique, en m'appuyant notamment sur l'ouvrage de Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?* (Aubier, 1997), qui a mis en évidence le caractère conventionnel de la définition de la richesse et de son mode de calcul.

La première ébauche de nos systèmes actuels de comptabilité nationale date de l'entre-deux guerres, époque où la question primordiale était de savoir quelles étaient les ressources mobilisables en prévision de la guerre qui menaçait. De même, après la guerre, la priorité était la reconstruction des infrastructures et la modernisation industrielle, avec d'ailleurs un projet politique très ambitieux : l'équipe qui a fondé le système de comptabilité nationale était convaincue que c'était en raison de son retard industriel que la France avait basculé dans cette régression néorurale qu'était le pétainisme, et qu'en l'aidant à entrer de plain-pied dans la seconde modernisation industrielle, on lui éviterait de retomber dans les mêmes erreurs. Cette hypothèse peut être discutée, mais c'était une hypothèse forte, qui donnait un sens et un poids incontestables aux outils de la comptabilité nationale.

Là où le bât blesse, c'est lorsqu'on oublie les conditions historiques de l'apparition de ces outils, et qu'on ne remet pas en débat public à la fois les critères d'évaluation et les conventions qui les fondent. Or les priorités d'aujourd'hui ne sont plus la création d'infrastructures et la modernisation industrielle, mais les questions liées aux défis écologiques, anthropologiques et sociétaux.

### **La religion de la croissance économique**

On m'objecte souvent qu'il s'agit de questions de riches, qui ne concernent qu'un cinquième de l'humanité, le reste étant bien trop occupé à satisfaire des besoins de base, sur le plan de l'agriculture, de l'industrie et des infrastructures.

Je n'en crois rien, car si les sociétés développées le voulaient vraiment, elles disposeraient largement des ressources nécessaires pour couvrir les besoins des pays en développement. Selon le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), si on voulait mettre fin aux grands maux de l'humanité, à savoir le manque d'eau potable, de nourriture, de logement, les grandes épidémies (à l'exception du SIDA), il suffirait de quarante à cinquante milliards de dollars chaque année, somme dont la communauté internationale dispose à l'évidence, puisqu'elle consacre quatre cents milliards de dollars par an aux seules dépenses de publicité. Un programme d'éducation pour tous coûterait six milliards de dollars, et l'achat de cosmétiques aux États-Unis en représente huit ; l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous coûterait neuf milliards de dollars, et l'achat de crèmes glacées représente onze milliards de dollars par an pour la seule Europe.

Il est clair que le problème posé est de nature anthropologique et non économique : quelle est la nature du mal dont souffrent nos sociétés sur-développées matériellement, mais en voie de grave

sous-développement éthique et spirituel, pour qu'elles fassent payer si cher au reste du monde leur croissance économique, dont elles ont fait une religion ?

### **Les trois types de liens**

Pour répondre à cette question anthropologique, je me suis appuyé sur la distinction introduite par Karl Polanyi entre *l'économie de marché* et *la société de marché*. L'économie de marché joue un rôle parfaitement légitime pour régler la question fondamentale des échanges en situation de neutralité affective : les échanges vont de soi entre personnes liées affectivement, mais on ne peut pas s'en contenter ; et si l'on veut obliger les gens à "s'aimer" pour faciliter les échanges, on tombe immédiatement dans les dérives totalitaires. Le marché est donc une invention capitale pour permettre les échanges entre les gens qui "ne s'aiment pas" (c'est-à-dire qui sont en situation de neutralité affective).

Mais le lien d'échange n'est qu'un des types de liens qui peuvent exister entre les individus ; on peut en identifier deux autres, le lien de réciprocité et le lien politique. Le lien de réciprocité caractérise l'ensemble des rapports qu'entretiennent les gens qui s'aiment (ou qui se haïssent), c'est-à-dire l'ensemble des rapports amoureux, familiaux, associatifs, communautaires... Le lien politique est construit, pour sa part, sur la question fondamentale de la violence : l'humanité a toutes les peines du monde à gérer positivement son agressivité, et doit pour cela mettre en place et confier à quelques-uns, par exemple, le monopole de la violence physique légitime ; c'est sur ce type de dispositif que repose le lien politique.

Chacun de ces trois types de lien – le lien d'échange marchand, le lien de réciprocité, le lien politique – fonctionne selon ses propres règles ; le problème vient de ce qu'on prétend appliquer à l'un les règles de fonctionnement de l'autre, ou de ce qu'on estime que l'un de ces liens est tellement important qu'il doit absorber les deux autres, comme dans les totalitarismes à base religieuse ou politique.

La version douce de ce totalitarisme consiste, sous prétexte que l'économie de marché fonctionne de manière très efficace dans la sphère des liens économiques, à étendre son domaine à la fois au lien politique et au lien de réciprocité ; dans le premier cas, les politiques ne sont plus que les paysagistes du marché ; dans le deuxième, cela donne *Loft Story*. C'est ainsi qu'on passe de l'économie de marché, qui est parfaitement légitime, à la société de marché, qui l'est beaucoup moins.

### **Le tête-à-queue de la société de marché**

La société de marché se caractérise par le fait qu'on passe d'une situation où *ce qui a vraiment de la valeur n'a pas de prix*, à une situation où *ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur*. Comme à peu près tout ce qui relève de la production classique a déjà été marchandisé, c'est dans la sphère de la culture et du lien social et affectif que se trouvent les zones de marchandisation à venir.

On en trouve un exemple dans ce qu'on appelle actuellement la valorisation du bénévolat : dans une société où les fondamentaux anthropologiques sont respectés, le fait de vouloir faire le bien, qui est la définition du bénévolat, devrait être considéré comme ayant une valeur en soi, mais c'est loin d'être le cas. Comme, malgré tout, cela paraît un peu choquant, on n'a rien trouvé de mieux que de proposer de valoriser le bénévolat, c'est-à-dire d'évaluer en termes monétaires le bien que le bénévolat représente.

Cette violation des fondamentaux anthropologiques peut fonctionner un certain temps ; mais elle aboutit toujours à un retour du refoulé qui se fait généralement de façon violente et régressive. Selon Karl Polanyi, la première grande tentative de société de marché a duré de la fin des guerres napoléoniennes à la première guerre mondiale ; elle a donné des résultats considérables en termes de paix, de prospérité, de croissance, mais le retour du politique et de l'affectif s'est fait d'une façon tragique, avec deux guerres mondiales et deux faits totalitaires. On peut faire l'hypothèse que les attentats du 11 septembre 2001 expriment l'entrée en crise de la seconde grande tentative

de société de marché, celle dans laquelle nous sommes entrés depuis la révolution conservatrice anglo-saxonne.

### **Changer la représentation de la richesse**

La transformation de la représentation de la richesse est un enjeu sociétal fondamental ; c'est aussi un immense défi, à la fois international, puisque l'ensemble des comptes sont normalisés internationalement ; pluridisciplinaire, puisqu'il nécessitera de réunir des compétences en anthropologie, en psychologie, en philosophie, en écologie, tout comme en économie et en sciences politiques ; et collectif, puisqu'il ne sert évidemment à rien de mobiliser quelques experts sur cette question : c'est l'ensemble des acteurs, métier par métier, secteur par secteur, qui doivent analyser le caractère conventionnel de nos choix de société et construire de nouveaux indicateurs.

#### *Des indicateurs de destruction*

Pour relever cet immense défi, j'ai proposé quelques pistes d'action. La première consisterait à concevoir des indicateurs de destruction, qui permettraient de mieux localiser les menaces de destruction et de mettre en œuvre des sanctions financières destinées à inciter les acteurs à faire de la prévention. Ce type d'indicateur ne peut évidemment pas être construit par les seuls experts, mais doit à l'évidence mobiliser les acteurs de terrain, secteur par secteur (agriculture, santé, secteur social...). En revanche, une fois que se sont exprimés ceux qui ont des compétences notamment sur le plan de l'analyse qualitative, et qu'on a identifié les domaines qui peuvent faire l'objet d'une analyse quantitative (qu'il s'agisse d'une évaluation monétaire ou d'autres comptages, comme celui du temps), les statisticiens, les comptables et les économistes retrouvent leur rôle d'experts.

La méthodologie employée doit tirer parti de la tension dynamique entre ces deux types d'acteurs et stimuler l'intelligence collective ; la méthode de la conférence de citoyens serait sans doute très adaptée à cet objectif.

#### *Les indicateurs de dissociation*

Les indicateurs de dissociation permettent de mettre en évidence les divergences entre indicateurs monétaires et autres indicateurs (sanitaires, sociaux, écologiques...). Par exemple, dans le transport routier, si l'on observe une divergence entre des indicateurs économiques positifs et des indicateurs écologiques et sociaux négatifs, on ne doit pas attendre un accident comme celui du tunnel du Mont-Blanc pour intervenir : cette divergence doit provoquer une procédure d'alerte avec enquête qualitative, réunion de tous les acteurs de la profession, etc.

### **Conclusion**

Finalement, il s'avère que cette étude lancée de façon très modeste intéresse de nombreux acteurs, comme j'ai pu le constater lors d'assemblées de la société civile telles que la rencontre de Québec, *Globaliser la solidarité*, ou encore le deuxième forum social mondial de Porto Allegre ; non seulement les ONG, mais de nombreuses agences internationales telles que le PNUD, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du travail, qui sont elles aussi victimes de nos représentations dominantes de la richesse, sont très sensibles à ce type de réflexion. C'est pourquoi j'espère obtenir du prochain gouvernement français, quel qu'il soit, une mobilisation et des moyens d'étude plus importants que ceux dont j'ai bénéficié jusqu'ici.

## COMMENTAIRES de Pierre-Noël GIRAUD

Après cet hymne à l'amour et à la politique, il est assez difficile, pour l'économiste que je suis, de prendre la parole ; mais je vais néanmoins remplir de mon mieux le rôle du méchant que l'on m'a attribué.

### Une approche déjà classique

Je voudrais dire d'abord que, sans être un économiste hétérodoxe, je suis d'accord avec l'essentiel des analyses économiques de Patrick Viveret. En réalité, les idées qu'il défend sont déjà très répandues : tous les économistes savent aujourd'hui que le PIB ne représente en aucune façon l'état de développement d'un pays, que les marchés sont imparfaits, que leur fonctionnement engendre des externalités, que la production détruit la nature, que la source de la richesse n'est pas uniquement le travail humain mais le travail et la nature, etc. Amartya Sen, qui a reçu il y a trois ans le prix Nobel d'économie, a construit une bonne partie de son œuvre sur ce genre de démonstrations, et comme chacun sait, le prix Nobel n'est pas une institution de gauchistes et n'a pas pour vocation de récompenser l'hétérodoxie.

Un point de désaccord cependant : quels que soient les reproches qu'on peut faire aux économistes, ils ont au moins le mérite de prendre les chiffres au sérieux ; or je ne peux pas laisser dire que l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous coûterait neuf milliards de dollars : sachant que deux milliards de personnes manquent d'eau dans le monde, ce serait prétendre qu'on pourrait résoudre le problème avec 4,5 dollars par personne et par an, ce qui est bien évidemment irréaliste.

### Réformisme ou radicalisme ?

La question principale que je me suis posée en lisant ce rapport, est de savoir s'il relève d'un simple réformisme, ou d'un radicalisme. Lorsqu'on fait le bilan du vingtième siècle, tout le monde ou presque s'accorde à dire que le capitalisme et la démocratie parlementaire semblent constituer l'horizon indépassable de l'humanité, qu'on les considère comme la meilleure des choses ou comme la moins mauvaise, pour paraphraser Churchill.

Le capitalisme présente cependant le risque d'une marchandisation croissante et, comme disait Marx, de la destruction progressive de tous les liens sociaux ; quant à la démocratie parlementaire, elle risque de dériver du vote vers le sondage ; c'est pourquoi des voix se sont élevées pour demander, d'une part, une régulation du marché par l'intervention de l'État, et comme l'État ne suffit plus, par une gouvernance mondiale ; d'autre part, un rééquilibrage de la démocratie parlementaire, réduite aux votes et aux sondages, par le développement de la démocratie locale et du rôle accordé aux associations et à la société civile.

Mais tout ceci reste dans le cadre d'un réformisme qui ne propose pas de véritable alternative au système actuel. Le rapport de Patrick Viveret s'inscrit-il dans cette perspective, ou va-t-il au-delà ? Le titre de la conclusion, *Sortir positivement de la société de marché*, me semble relever d'un projet beaucoup plus radical, équivalant au projet communiste de sortie du capitalisme.

C'est une question cruciale car le réformisme tel qu'il s'est développé depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle n'a pu exister et connaître quelques succès, à mon sens, que grâce à la menace du radicalisme communiste. Cette menace ayant disparu, le réformisme que nous connaissons ne risque-t-il pas l'impuissance ?

### De nouveaux indicateurs, et après ?

Je suis également perplexe sur la mise en œuvre de nouveaux indicateurs. Comment arbitrer lorsqu'on est confronté à une décision multicritère, avec des critères évaluables monétairement, et d'autres seulement qualitatifs ? L'acharnement de certains économistes à attribuer une valeur

monétaire à la nature est manifestement voué à l'échec, et on sera donc toujours contraint de comparer des choux et des carottes.

Par ailleurs, il existe déjà beaucoup d'indicateurs ; on peut naturellement les améliorer, mais ensuite, qu'en fera-t-on ? Une fois que les choix seront clairement posés entre qualité de l'environnement et biens privés monétaires, ou encore entre qualité de l'environnement et autres biens publics comme l'éducation, comment la décision pourra-t-elle être prise ?

### **Les monnaies alternatives : une régression**

Je voudrais conclure sur une des propositions concrètes présentées par Patrick Viveret, le développement des monnaies alternatives, c'est-à-dire de monnaies qui seraient émises pour être utilisées dans des types de consommation précis et au profit de groupes sociaux particuliers ; en d'autres termes, ce serait la généralisation des tickets-restaurant, que je ne peux m'empêcher de trouver régressive. La monnaie que nous connaissons donne une liberté qu'on ne trouvera pas avec ce genre de dispositif ; certes, l'absence de monnaie empêche une partie des gens d'accéder à des échanges mutuellement avantageux ; mais dans ce cas, donnons-leur de la monnaie, mais de la vraie, pas une monnaie affectée qui les tiendra à l'écart du système général des échanges.

Par ailleurs, je vois bien l'intérêt des monnaies alternatives locales du type des SEL (Système d'Échanges Locaux), où l'on échange par exemple un cours d'économie contre une leçon de piano, et qui permettent de développer les liens sociaux ; mais lorsque ces systèmes prennent une certaine importance, ils constituent en fait du travail au noir, et privent l'État d'une partie des ressources qui lui permettent d'assurer des services collectifs et sociaux. Est-ce vraiment un progrès ?

## **COMMENTAIRES de Claude RIVELINE**

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le rapport de Patrick Viveret ; je suis en accord total avec lui sur le diagnostic ; en accord mesuré sur les causes de la maladie ; et en désaccord total sur les remèdes préconisés.

### *Le diagnostic*

Il y a quelques années, j'ai proposé et dirigé le mémoire d'Arnaud Grévoz et de Martin Vancostenoble qui a été présenté à l'École de Paris<sup>1</sup> en 1997, et dont le point de départ était le suivant : en 1997, le PIB de la France était quatre fois plus élevé que celui de 1960, en francs constants ; or il y a manifestement beaucoup plus de pauvres aujourd'hui qu'à cette époque.

Une université américaine a créé un indicateur social qui agrège des éléments aussi variés que la mortalité infantile, la pauvreté infantile, les suicides des adolescents, le chômage, le salaire moyen, la pauvreté des personnes âgées, le coût des soins qui ne sont pas remboursés, le taux d'homicide, les inégalités entre les riches et les pauvres, etc. Cet agrégat, certes un peu bizarre, a l'avantage de mettre en évidence la divergence entre croissance du PIB et diminution de la pauvreté : alors que le PIB américain, entre les années soixante et aujourd'hui, a été multiplié par 2,5, l'indicateur social est passé de 45 à 25.

Je voudrais cependant souligner le fait que l'usage immodéré du PIB n'est qu'un des symptômes de la déformation de notre regard sur l'état de notre société. J'ai publié, il y a quelques années, un article intitulé *Les Lunettes du prince* (Gérer et Comprendre n°50, décembre 1997), dans lequel je montrais que tous les princes de la terre déterminent leurs choix selon quatre paramètres, le PIB, la balance du commerce extérieur, l'inflation, et le chômage. « Que

---

<sup>1</sup> Arnaud Grévoz, Martin Vancostenoble, Paul Champsaur et Geneviève De Gaulle-Anthonioz, *Des français plus pauvres dans une France plus riche*, Les Invités, 1997 (ref : IN061097).

produisons-nous ? À qui le vendons-nous ? À quel prix ? Avec qui ? » Bref, les princes d'aujourd'hui ne sont que des artisans boutiquiers.

La seule chose qui les intéresse est l'aspect économique de la vie sociale. Or, du fait de l'allongement des études, du raccourcissement du temps de travail, et de l'allongement de la durée de vie et donc de la retraite, nous ne consacrons que 14 % de notre vie éveillée à l'activité économique. En 1830, celle-ci occupait 70 % de la vie éveillée, car on ne faisait pas d'études, on travaillait douze heures par jour y compris le dimanche et on mourait sans avoir pris sa retraite ; aujourd'hui, la situation a bien changé, mais aucun gouvernement n'en a sérieusement pris la mesure.

### *Les causes de la maladie*

Je partage donc l'analyse proposée par Patrick Viveret en ce qui concerne le diagnostic. Mais il me semble illusoire qu'on puisse renoncer au PIB, car il est le fruit de l'union entre deux parents magnifiques et scintillants de vertus : la raison et la démocratie.

La raison ne s'empare que d'objets *durs*, qui sont les mêmes pour tout le monde et ne se transforment pas quand on en parle ; or il n'y a pas d'objet plus dur que le PIB, qui se définit comme la somme des valeurs ajoutées, c'est-à-dire des différences entre les ventes et les achats. Comme, de plus, cette somme donne lieu à une imposition par l'État, elle est très surveillée et on est donc sûr de disposer du bon chiffre. Certes, le PIB ne permet pas de mesurer le bonheur de la population, mais il en est de cet indicateur comme du réverbère passé en proverbe : lorsque j'ai perdu mes clefs la nuit dans la rue, je les cherche sous le réverbère, non pas parce que c'est là que je les ai perdues, mais parce que c'est le seul endroit éclairé.

L'autre parent du PIB est la démocratie. L'un des critères de la démocratie est que c'est le peuple qui par l'intermédiaire de ses élus décide des dépenses de son gouvernement ; or les impôts, sur lesquels se fondent ces dépenses, se composent pour une moitié des taxes appliquées aux valeurs ajoutées, celles-là même qui sont mesurées par le PIB ; l'autre moitié des impôts est étroitement corrélée à la progression de ces taxes, de sorte que la courbe des recettes de l'État suit fidèlement celle du PIB. Lorsqu'il n'y a pas de progression du PIB, le gouvernement, en raison de la règle démocratique des crédits votés, ne peut réaliser que les dépenses que le gouvernement précédent avait fait voter, et ne peut donc prendre aucune initiative nouvelle. Tout pousse donc à ce que le PIB continue d'exister et à ce qu'il progresse constamment, car un gouvernement démocratique ne peut s'en passer.

### *Les remèdes*

Les remèdes que propose Patrick Viveret sont eux aussi les enfants de la raison et de la démocratie : il se centre sur la notion de valeur, qui est bien fille de la raison, et il voudrait intégrer au calcul du PIB différents éléments qui n'y sont pas et ne pourront jamais en faire partie car ils ne sont pas quantifiables, comme le bonheur ou le malheur des gens ; il voudrait organiser des conférences de citoyens, ce qui ne fera qu'ajouter aux effets pervers du fonctionnement démocratique.

Les remèdes que je proposerai sont tout autres. Le premier pourrait être trouvé dans l'ouvrage de Loïc Vieillard-Baron, *Retour à la fête* (Village Mondial, 2002), qui analyse le succès des concours locaux, qu'il s'agisse de ceux du roi des menteurs, du cracher de noyau de pruneau ou de la maison la mieux décorée ; l'auteur montre comment ce type de fête permet la résolution heureuse des rivalités humaines et comment à l'époque actuelle, structurée par la compétition économique, le monde du travail pourrait renouer avec le bien-être et la joie.

Mon second remède consisterait à créer dans un prochain gouvernement un ministre d'État qui serait ministre des modes de vie ; il échapperait aux pièges de la raison et de la démocratie car il ne disposerait d'aucun budget ni d'aucun pouvoir réglementaire, mais il scruterait les décisions des autres ministères et les alerterait lorsque celles-ci auraient des effets négatifs sur la vie de famille, sur le bien-être des vieillards, ou encore sur le moral des jeunes.

Mon ministre pourrait également faire des campagnes de publicité pour alerter l'opinion. Il y a quelque temps, un haut fonctionnaire camerounais en visite en France me disait combien il avait été choqué de voir, à l'hôpital de Nanterre, des milliers de vieillards qui n'attendaient que la mort, dans une solitude effroyable. « *Chez nous, me faisait-il remarquer, il n'y a pas de maison de retraite, car le grand sujet de dispute dans les familles est de savoir lequel des enfants pourra accueillir leur père chez lui : même lorsque ce dernier est amoindri physiquement ou intellectuellement, il est l'honneur et la bénédiction de la maison où il habite.* » Mon ministre des modes de vie pourrait faire placarder partout dans le métro une affiche indiquant qu'il n'y a aucune maison de retraite au Cameroun.

J'ai soumis cette idée à de nombreux hauts fonctionnaires qui ne m'ont fait qu'une objection : le premier titulaire de ce poste devrait être un homme politique de très grande envergure ; or les hommes politiques de très grande envergure s'intéressent à d'autres questions.

## DÉBAT

### Le réformisme radical

**Patrick Viveret :** Pour répondre à la question de Pierre-Noël Giraud, qui me suspecte de radicalisme, je dirais que je me réclame en fait de ce qu'André Gorz appelle le *réformisme radical*.

Je pense que militer d'emblée pour une voie totalement alternative n'est pas réaliste, et que, comme dans toute cure de désintoxication, il faut faire un bout de chemin avec la maladie avant de pouvoir s'en débarrasser. Notre société est réellement malade de la réduction de la valeur à la quantification ; mais avant de lui faire comprendre qu'il y a une forme gravissime d'inhumanité à vouloir tout compter, sans doute faudra-t-il aggraver encore la maladie, jusqu'à atteindre l'overdose : « *Vous voulez vraiment compter ? Eh bien allons-y, mais dans ce cas nous allons tout compter* ». Peut-être, à ce moment-là, les gens prendront-ils conscience que ce qui compte vraiment... ne se trouve pas dans les comptes. C'est dans cette perspective-là que je me garde de proposer une solution totalement alternative et que je me contente, par exemple, de demander des indicateurs chiffrés plus complets.

Par exemple, je me réjouis que l'OCDE (organisation de coopération et de développement économiques) ait publié récemment un rapport dans lequel elle indique que dans l'évaluation du capital dont dispose l'humanité, le capital au sens monétaire ne représente que 16 %, le capital humain représente 64 % et le capital naturel 20 %. Même si ces chiffres sont probablement discutables, ils ouvrent la voie à une réflexion extraordinairement féconde et transformatrice.

Mais je pense par ailleurs que même pour agir dans une perspective réformatrice, il faut se donner un horizon qui aille au-delà du réformisme, sans quoi on ne dispose pas d'une énergie transformatrice suffisante pour faire autre chose que des réformes à la marge.

Je voudrais, à cet égard, revenir sur ce que Pierre-Noël Giraud appelle l'horizon indépassable constitué par le capitalisme et la démocratie parlementaire, en rappelant la distinction introduite par Fernand Braudel entre capitalisme et économie de marché, trop souvent pris l'un pour l'autre.

Le marché est un construit socioculturel qui suppose nécessairement de la régulation, car pour échanger il faut commencer par faire la paix et admettre des règles de droit. Rien ne me paraît plus absurde que de dire que le marché repose sur la loi de la jungle ! En revanche, la dynamique profonde du capitalisme, si elle était laissée à elle-même, le conduirait vers l'abolition des régulations, et même vers la destruction des marchés. Le problème des vingt dernières années est que nous sommes sortis de l'économie de marché, qui avait fini par être à peu près correctement régulée dans l'espace des États-nations, pour entrer dans un capitalisme à l'échelle mondiale qui,

si rien n'est fait, aboutira à la destruction de l'économie de marché, car il relève d'une logique de puissance et non d'une logique d'échange.

Le réformisme radical dont je me réclame ambitionne de sortir de cette logique du capitalisme pour revenir à la logique d'une économie sociale de marché qui serait, désormais, régulée à l'échelle mondiale.

L'exemple des monnaies alternatives illustre assez bien ce qu'est le réformisme radical. Une attitude radicale consisterait à demander la réorganisation de l'ensemble des grandes monnaies et des systèmes d'acteurs qui les créent, les recueillent, les font circuler.

En effet, si l'on en croit la théorie du doux commerce de Montesquieu, la monnaie est un outil destiné à faciliter l'échange et l'activité ; c'est une aberration que de voir des personnes empêchées d'être actives et de participer à des échanges au simple motif qu'elles sont insolvables ou ne disposent pas de suffisamment de monnaie ; et il est insupportable que la monnaie constitue un support de violence sociale, de domination, de criminalité, alors qu'elle devrait être un instrument de pacification sociale.

Dans une perspective radicale, il faudrait donc mettre en place des régulations nationales et internationales, organiser un système de désincitation à l'égard du financement d'activités socialement ou écologiquement destructrices, lutter contre les réservoirs d'argent mafieux ou terroriste que constituent les paradis fiscaux, etc.

Mais comme cette réforme radicale supposerait une formidable mobilisation internationale et pluraliste, qui n'est pas envisageable à court terme, on peut, en attendant qu'elle aboutisse, expérimenter une démarche plus modeste, plus limitée, qui consiste à construire des monnaies alternatives servant réellement et uniquement d'outil de facilitation de l'échange et de l'activité ; celles-ci constitueraient en outre un vecteur d'éducation populaire sur la nature et la légitimité de la monnaie, et favoriseraient à terme sa réappropriation démocratique.

### **Les chiffres du PNUD**

En ce qui concerne les chiffres donnés par le PNUD, notamment sur l'eau, j'avoue que je les ai trouvés moi-même étonnants ; mais dans le fond, cela ne change pas le cœur de la démonstration : il est évident qu'avec les moyens monétaires et les ressources dont nous disposons au niveau mondial, nous aurions largement de quoi répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité. Roger Godino, qui a dirigé quelque temps l'ONG Action contre la faim, démontrait régulièrement, dans son rapport annuel, que la faim était un problème essentiellement géopolitique, et non un problème de rareté au sens classique du terme.

### **Pensée dominante... et pratique à la traîne**

L'approche économique dont mon rapport se fait l'écho relève-t-elle de la pensée économique dominante ? Je suis beaucoup moins optimiste que Pierre-Noël Giraud à cet égard : du point de vue théorique, sans doute cette pensée est-elle assez largement répandue, mais du point de vue de l'application pratique, on est loin du compte.

**Pierre-Noël Giraud** : Amartya Sen a récemment reçu le prix européen du livre d'économie, décerné et sponsorisé par EDF, ce qui prouve que même les entreprises considèrent aujourd'hui cet auteur comme représentatif de la pensée dominante.

**P. V.** : Personnellement, je serais prêt à signer tout de suite pour que la pensée unique soit désormais celle d'Amartya Sen !

**Un intervenant** : *À l'appui des doutes de Patrick Viveret sur la popularité de ces idées, je citerai le fait que régulièrement, le matin, à la radio, on entend des choses telles que "Le moral des Français est en baisse : l'indice de consommation a chuté". Or, d'un simple point de vue*

*psychologique, chacun sait que c'est souvent lorsqu'on ne va pas bien que l'on consomme de la façon la plus compulsive !*

### **Calcul et usage du PIB menacés**

**Int. :** *En tant que fonctionnaire à l'INSEE et travaillant sur le calcul du PIB, je voudrais préciser que cet outil est un objet beaucoup moins "dur" qu'on ne le prétend généralement. La réalité de ce qu'il mesure est de plus en plus difficile à cerner, ne serait-ce que parce les données marchandes sont elles-mêmes de plus en plus floues : la notion de territoire économique identifié à un État s'est progressivement effacée au profit d'un espace plus large, européen, voire mondial, car les entreprises ont de moins en moins de références territoriales. Par ailleurs, le principal client du PIB était autrefois l'État, dans une perspective de planification et de politique économique nationale ; mais aujourd'hui, ces objectifs ont peu ou prou disparu et la demande sociale concernant le PIB vient essentiellement des marchés financiers, d'où la part croissante accordée aux indicateurs à court terme, et la diminution corrélative du degré de précision du PIB. Bref, le PIB est menacé à la fois dans son mode de calcul et dans l'usage qui en est fait.*

**Int. :** *On peut d'ailleurs se demander pourquoi, dans les critères de Maastricht, on a choisi de prendre en compte le rapport entre le déficit budgétaire et le PIB, alors que ce dernier est relativement mal connu ; n'aurait-il pas été préférable de considérer le rapport entre le déficit budgétaire et le budget, qui sont deux chiffres clairs et non contestables ?*

**P. V. :** *L'avantage d'un débat comme celui-ci est d'aborder ce type de questions, qui la plupart du temps ne sont même plus posées. Or le fait que le calcul du PIB s'éloigne de la conception originelle, tournée vers la planification, pour aller vers une logique conjoncturelle et marchande donne quand même à réfléchir !*

### **Additionner des choux et des carottes**

**Int. :** *Concrètement, comment fait-on quand on doit comparer des biens qui ont une valeur monétaire et des biens qui ont une valeur "autre" ? Par exemple, chacun sait que la pauvreté ne se définit pas uniquement comme le manque de ressources économiques, mais comme la perte ou l'absence de liens sociaux, au point qu'en Afrique, il arrive qu'on définisse le pauvre non comme celui qui n'a pas d'argent, mais comme celui qui n'a pas d'amis. Les organismes de microfinance qui offrent des outils d'épargne et de crédit à des populations très pauvres savent donc que pour lutter efficacement contre la pauvreté, il faut préserver et développer les liens sociaux ; mais comment apprécier la valeur de ces derniers pour justifier les dépenses qui sont faites pour les préserver ou les renforcer ? Et quelle politique adopter lorsqu'on sait que certains dispositifs de microfinance, en réduisant le recours à la solidarité mutuelle, peuvent contribuer, paradoxalement, à détruire les liens sociaux ?*

**P. V. :** *Si on veut s'intéresser à ce qui compte vraiment pour les hommes, il est clair qu'il faut partir de la qualité, que celle-ci s'exprime positivement ou négativement, et non de la quantité. Beaucoup de choses n'ont pas besoin d'être quantifiées pour apparaître comme des éléments positifs ou négatifs pour l'humanité. Par exemple, si je vous dis : « Votre fils est formidable, combien êtes-vous prêt à me le vendre ? » vous n'allez même pas commencer à faire le calcul, car vous sentez bien que c'est une question obscène, qui ne peut même pas être posée. Cela dit, une fois cette évaluation qualitative établie, on peut chiffrer les moyens qui vont être nécessaires pour atteindre les objectifs qu'on s'est fixés, mais cela n'instaure aucune corrélation entre éléments qualificatifs et moyens monétaires. Par exemple, on peut considérer qu'une ville sans artiste est en danger culturel et spirituel, et on peut quantifier les moyens qui vont permettre aux artistes d'exercer leur art dans cette ville ; mais en aucun cas on ne peut inférer de l'évaluation de ces moyens la valeur des œuvres que réaliseront ces artistes.*

*On se retrouve donc bel et bien devant la nécessité d'additionner des choux et des carottes, mais c'est justement le propre du processus démocratique que de procéder à ce type d'agrégation : s'il existait une autorité capable d'énoncer sans contestation possible la valeur des choses et des êtres, le débat démocratique n'aurait pas d'objet. Ce qui le fonde est précisément le*

refus d'une autorité transcendante : nous acceptons que ces questions fassent débat, et que les conventions qui en résultent puissent évoluer au cours du temps.

Présentation des orateurs :

Patrick Viveret : philosophe de formation, magistrat à la Cour des comptes. Il anime la revue *Transversale Sciences Cultures*. Il est notamment l'auteur du rapport au Premier ministre : *Évaluer les politiques et les actions publiques* (Documentation Française, 1990).

Pierre-Noël Giraud : ingénieur général des Mines, professeur d'économie à l'École des mines et à Paris-Dauphine. Derniers ouvrages : *L'inégalité du Monde*, Gallimard-Folio ; *Le commerce des promesses*, Seuil.

Claude Riveline : ingénieur général des Mines, professeur de gestion à l'École des Mines de Paris où il a fondé dans les années 1960 le Centre de gestion scientifique ; il étudie les causes du fonctionnement et des dysfonctionnements des organisations.

Diffusion juin 2002